

Ci-dessous un article économique qui confirme ce que JANUS a déjà annoncé dans divers articles dans les années précédentes.

JANUS vous invite fortement à lire ou relire ces articles. Vous pourrez ainsi juger de la pertinence des analyses de JANUS de la vie économique nationale et internationale et de sa conception de la politique locale pour faire face à ce changement sociétal qui se déroule actuellement !

Octobre 2010

[2 : Crise, ça continue encore et encore](#)

Février 2012

[18 : La gouvernance refuse de voir demain?](#)

Février 2012

[20 : L'empire du soleil levant se rapproche](#)

Tout comme la majorité des gérants actuels de communes, je ne suis pas un expert économique. Toutefois, en s'informant sur les rapports d'experts, sur l'actualité, les décisions des gouvernants nationaux et internationaux, tout gérant de commune devrait être capable d'anticiper un tant soit peu l'avenir.

Sans être voyant, JANUS arrive à prédire à court terme ce qui arrive pourquoi nos gouvernants locaux ne le pourraient-ils pas ?... CQFD ! Il n'y a rien de divinatoire dans ces prévisions. Les rapports d'experts sont là pour permettre, si ce n'est en totalité tout de même en grande partie, de subodorer quel devrait être le futur politico-socio-économique proche.

L'article que je vous propose de lire va vous confirmer ce que disaient mes précédents articles sus nommés. Il va vous faire comprendre aussi que la sortie de crise n'est pas pour demain !

Je vous retrouve à la fin de l'article, issu du même blog économique n° 1 pour mes commentaires. Je vous rappelle au passage que ce blog économique est un des très rares qui a annoncé le risque de subir une crise économique majeure plusieurs mois avant la crise patente de 2008 !

La Chine entre brutalement dans la crise de François Leclerc

Les évènements financiers qui secouent ces derniers jours la Chine sont lourds de conséquence pour l'économie mondiale qui n'en avait pas besoin. Le pays, dont la croissance était supposée tirer celle du monde, partage et subit la décélération enregistrée que ce dernier connaît. Les exportations ne progressent plus et il sera difficile de réaliser les 7,5% de prévision de croissance de cette année. Le grand marché mondial unique est atteint, la mondialisation est en panne et la multiplication des accords commerciaux bilatéraux ou régionaux ne relancera pas une croissance à l'élan brisé par la crise financière.

Les autorités chinoises avaient anticipé ses effets en ouvrant les vannes de la Banque populaire de Chine (BPOC), inondant de liquidités le système bancaire, avec comme intention la relance du marché intérieur en substitution aux exportations en baisse. Mais cela ne s'est pas passé ainsi. Au lieu d'amortir le choc provenant de la baisse des exportations, la masse de liquidités a alimenté une croissance effrénée du crédit finançant des réalisations faramineuses, notamment immobilières. L'inflation qui en a découlé a touché les prix des produits alimentaires de base, suscitant des mouvements sociaux et l'inquiétude des autorités.

Dans un premier temps, celles-ci se sont efforcées d'endiguer ce danger en augmentant classiquement, à plusieurs reprises, le montant des réserves obligatoires des banques à la banque centrale, afin de les inciter à restreindre le crédit. Mais rien n'y a fait, d'autant que le système bancaire parallèle s'était mis de la partie, lui même grossissant et florissant, empruntant aux grandes banques contrôlées par l'État pour contribuer à distribuer le crédit de manière incontrôlée. Insensiblement, l'État voyait son contrôle de l'activité financière s'amoinrir et la bulle financière gonfler, avec le risque de son brutal éclatement. L'agence Fitch a dressé un tableau impressionnant, dont Ambrose Evans-Pritchard a rendu compte la semaine dernière [dans le Daily Telegraph](#). En 5 ans, le ratio du crédit par rapport au PIB est passé de 75% à 200%, une progression sans précédent dans le monde entier. Le système bancaire informel, très opaque, contribue aujourd'hui à près de la moitié du crédit, selon ses estimations, et les banques du secteur formel sont exposées au défaut de ses acteurs informels pour leur avoir prêté des fonds importants. Les investissements ont généré des surcapacités massives des moyens de production et de logements, affectant la valorisation de ces actifs sur lesquels repose au final la montagne des crédits accordés.

Un coup d'arrêt était impératif, dont la BPOC a été à nouveau chargée. Sur ordre, celle-ci a brusquement cessé de pallier la défaillance du marché interbancaire, dont le taux a alors explosé pour dépasser 25%, l'asséchant et étranglant des banques qui n'avaient plus confiance et ne se prêtaient plus entre elles. La BPOC est finalement intervenue, injectant 50 milliards de liquidités, une rude secousse étant intervenue. Toutefois, si la finance informelle s'est considérablement développée, l'État conserve sa maîtrise des grandes banques et peut, comme il l'a déjà fait dans d'autres occasions, les renflouer via la BPOC. Un tel arrêt brutal n'est toutefois pas sans imprévus et des rumeurs circulent à propos du défaut d'un établissement bancaire et du renflouement d'un autre.

Les similitudes avec la crise du système bancaire des pays développés n'en restent pas moins frappantes. Arrêter des mesures exceptionnelles n'est pas chose simple, comme la Fed l'expérimente actuellement à sa manière, en raison de l'addiction créée. Mais cela ne s'arrête pas là, en raison de la rapidité avec laquelle l'endettement s'est développé et de l'apparition de produits de placement à haut rendement (des instruments qui n'apparaissent pas au bilan des banques et qui regroupent en particulier des prêts titrisés dans le secteur informel, d'après Fitch). L'agence de notation estime à l'équivalent en yuans de 1.600 milliards d'euros l'encours de ces produits, ce qui représente plus de 16% du total des dépôts bancaires chinois. L'endettement des structures de la finance informelle est pour moitié à court terme (trois à dix mois), et celles-ci risquent vite de ne pas pouvoir se refinancer auprès des banques et à faire défaut. À charge pour ces dernières d'encaisser le choc avec l'aide de la BOPC. Le retrait de grandes banques d'affaire américaines avait été un signal qui n'avait pas été perçu en dehors des milieux familiers avec la finance chinoise.

Que peut-il se passer ? La croissance de l'endettement, de plus en plus utilisé pour payer les intérêts des dettes précédentes, ne pouvait se poursuivre sans danger, mais le désendettement va être douloureux. Des difficultés supplémentaires d'accès au crédit sont à attendre.

Chargeant le secteur financier informel, l'agence de presse Xinhua fait état d'une « mauvaise allocation des ressources » et de la nécessité que les liquidités servent désormais l'économie réelle et favorisent la croissance. Reste à le réaliser. L'enjeu va être la réduction du poids de ce secteur avec la fermeture du robinet du crédit bancaire officiel, pénalisant au passage les PME qui n'ont pas accès au crédit des grandes banques d'État, car il est dans les faits réservé aux grandes entreprises publiques. La relance a échoué et la baisse de la croissance économique – dont on ne connaît pas la réalité, masquée par une comptabilité nationale à la fiabilité douteuse et aux chiffres politiques – va se poursuivre et atteindre d'avantage l'appareil productif, avec pour conséquence une baisse de l'emploi et des troubles sociaux accrus en prévision.

Que peut faire le régime s'il ne se décide pas à employer les grands moyens en engageant résolument la réorientation de l'activité économique en faveur du marché intérieur, en raison tant de ses divisions internes que des intérêts en jeu à préserver ? Peut-être n'assistons-nous qu'au premier acte, mais l'immobilisme peut aussi prévaloir. La nécessité de s'appuyer sur les mécanismes de marché – et non sur les investissements de l'État – pour relancer l'économie sur de nouvelles bases est en attendant toujours officiellement revendiquée (on se rappelle les appels au développement de l'industrie légère sans succès en URSS !). Car le rendement des investissements publics ne cessaient de décroître au fur et à mesure qu'ils augmentaient, et la croissance diminuait tandis que les déséquilibres financiers s'approfondissaient. Li Keqiang, le premier ministre, vient à nouveau de déclarer : « il faut revitaliser l'investissement privé et la dépense grâce à la dérégulation et d'autres réformes ». Va-t-il mettre en place un filet de sécurité, étant donné les conséquences sur les travailleurs migrants de la diminution de la croissance ? C'est de toute façon la fin d'un modèle, sans que le suivant ne soit encore apparu. Il ne faut pas s'y tromper : la crise chinoise a bien entendu des aspects spécifiques – tout comme l'américaine, l'européenne ou la japonaise – mais elle participe de l'instabilité chronique qui parcourt le monde dans son ensemble, étant donné leurs dépendances réciproques. À son tour, la Chine est entrée dans la crise de la dette, alors que la mondialisation n'est plus, même dans son cas, porteuse de la croissance d'antan. Les promesses de celles-ci ont tourné au désastre, sous l'impulsion du capitalisme financier. Les dirigeants chinois, qui avaient agité le drapeau d'une réforme du système monétaire international (SMI), ne l'évoquent plus dans les grandes réunions internationales. Ils se contentent de préparer l'avenir en augmentant le poids du yuan dans les échanges commerciaux mondiaux – en particulier lorsqu'ils sont Sud/Sud – et d'accroître lentement sa convertibilité. Un premier accord européen de swap monétaire vient d'être signé entre la Chine et le Royaume-Uni, suite à une vingtaine d'autres. Les obstacles dressés à tout aggiornamento du SMI, même limité, reflètent le poids toujours déterminant des États-Unis, mais pour qui le temps joue-t-il ? Rien ne peut empêcher la poursuite de ce travail de sappe.

JANUS :

Ce n'est pas réjouissant ! Le marasme ambiant n'est pas prêt de se dissiper. Les beaux jours ne sont pas pour demain. Pourtant à chaque changement d'époque, de société, certains pans de l'économie se sont écroulés et d'autres ont émergés et/ou se sont développés.

« plutôt que de te demander ce que le pays peut faire pour toi, demande-toi ce que tu peux faire pour le pays »

« Putôt que d'attendre la fin de la tempête, apprenons à danser sous la pluie. »

« Si tu ne viens pas à Lagardère, Lagardère viendras à toi »

Trois citations pour comprendre qu'il ne faut plus trop compter sur l'état providence, qu'il ne faut plus escompter une hypothétique croissance économique globale et qu'il ne faut plus croire en un possible retour à « comme avant » !

C'est à chacun, au niveau individuel, de trouver la meilleure manière de traverser « le désert ». C'est à la commune et à la communauté de communes de faire en sorte que cette traversée du désert soit la moins pénible pour ses habitants mais surtout à faire en sorte que cette traversée soit la moins longue possible. Ceci demande obligatoirement à penser

autrement la politique d'aménagement du territoire du Golfe, d'innover dans le domaine du développement économique et surtout de fixer les nouvelles orientations à prendre pour construire le cadre de vie du Golfe en 2030 et 2050 !!!

Il n'y a aucune folie à parler ainsi. Bien au contraire, c'est l'expression d'un réalisme porteur d'un dynamisme économique.

Il nous faut absolument changer nos gérants de communes actuels, en tous cas une grande partie. Ils sont entrés à reculons dans l'intercommunalité. Je ne vois pas pourquoi, d'un coup de baguette magique, ils comprendraient à présent le potentiel que peut apporter une structure supra communale.

Donnez un coup de jeune à nos gouvernances locales ! La relance économique locale germera dans un nouveau cadre politico-socio-économique. Il faut une autre façon de concevoir la politique locale. Par exemple, il faut une gouvernance intercommunale comprenant la nécessité d'organiser des états généraux de l'économie réunissant les politiques, les représentants du tissu économique, les représentants du tissu associatif. Tous ensemble doivent déterminer les grands axes à cibler, à prioriser pour déterminer le cadre de vie de 2030 voire 2050.

Il faut cesser de concevoir le développement de demain en pensant comme hier !

Le développement durable, l'aide à la personne, la réorientation du tourisme local, la mise en réseau des pouvoirs locaux, etc. sont des exemples du grand champ des possibles qui sont à cultiver dans et sur notre territoire du Golfe de Saint-Tropez.

Ces états généraux économique que propose JANUS dureront 3 ou 5 ans mais ils seront la clé d'un relatif consensus qui permettra à la gouvernance intercommunale d'élaborer un plan trentenaire de gros investissements fondamentaux pour le BCB, Bonheur Communal Brut.

[6 : Le bonheur communal brut \(BCB\)](#)

Une telle démarche cohérente favorisera la cohésion sociale autour de projets communs. Elle favorisera une relance économique locale en donnant un cadre de développement professionnel au long terme aux entreprises locales et en développant l'attractivité du territoire. Elle améliorera le mieux vivre ensemble et surtout préparera le mieux vivre ensemble des générations futures. Chose qui a été si peu pris en considération dans les

décennies précédentes sinon nous n'aurions pas les problématiques que nous rencontrons... Cherchez l'erreur !

Faites comme JANUS, voyez plus loin que le bout du nez de nos gérants actuels de communes...

La tristesse de ce qui se termine n'a d'égal que la joie de ce qui commence !

JANUS